



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)

COMMUNE DE SANGALKAM

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2012

RAPPORT FINAL

(juillet 2014)



Dakar, le 21 juillet 2014

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier, technique et de contrôle des marchés conclus par la Commune de Sangalkam pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Commune de Sangalkam avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

1. Réserves

- a) la Commission des Marchés de la Commune qui a statué pour les marchés passés par Demandes de Renseignements de Prix ou par Demandes de Cotations (terme abusivement utilisé par la Commune de Sangalkam pour désigner les commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures au regard de l'arrêté 12 789 du MEF en date du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 78.1 du CMP) est présidée par le Président de la Délégation Spéciale; il s'agit d'une déviation au regard des dispositions de l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés puisque le Chef de l'Exécutif (Maire, Président de Conseil Rural ou par extension Président de Délégation Spéciale) ne peut être le Président de la Commission des Marchés car, la personne appelée à valider les propositions d'attribution de la Commission des Marchés ne peut pas en faire partie et a fortiori, en assurer la présidence (avis N°008/10/ARMP/CRD du 5 mai 2010). Les mêmes membres de la Commission des Marchés composent la Commission de Réception qui est également présidée par le Président de la Délégation Spéciale. Il y a un cumul de fonctions incompatibles empêchant tout contrôle réciproque susceptible de déceler d'éventuelles erreurs ou de dissuader de potentiels contrevenants à la réglementation.
- b) nos contrôles et investigations sur les procédures de Demandes de Renseignements et de Prix et de Demandes de Cotation nous ont permis d'identifier des signes de collusion dans un nombre important de DRP (47,73% en nombre représentant 27,02 % en valeur des DRP et DC examinées), illustrant la non transparence des modalités de dévolution des marchés conclus par la Commune de Sangalkam. Les offres des fournisseurs présentent de nombreuses similitudes qui laissent entrevoir qu'elles ont été préparées par des sources liées. Ainsi, deux entreprises ayant des dénominations sociales différentes (SENDIS et SOGENEQ) et consultées sur une Demande de Cotation ont présenté des factures pro forma avec la même adresse, le même numéro de téléphone, le même NINEA, le même numéro de compte bancaire ; il s'agit manifestement d'une consultation sans réelle concurrence. Ce constat a également été fait entre le GIE PALLENE et BABACAR FAYE qui ont le même numéro de Registre de Commerce, le même numéro de NINEA. Ces concurrences simulées et ces collusions entre fournisseurs sont facilitées par la récurrence de la consultation conjointe des mêmes entreprises dans la quasi-totalité des marchés pour des prestations différentes allant des travaux aux fournitures et autres services physiques.
- c) l'examen de la **DRP portant Construction de 20 cantines modernes**, attribuée au candidat **LE GUETH**, pour un montant de 9 772 165 F CFA TTC, nous a permis de relever des entorses substantielles à la réglementation des marchés publics :
- les lettres d'invitation à soumissionner ne comportent pas l'identité de tous les fournisseurs pressentis, en violation de la circulaire 004 du PM ;

- les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres n'ont pas été établies en violation de la circulaire 004 du PM portant sur les modalités de mise en œuvre de la procédure des DRP ;
 - les contrats ne comprennent pas la clause relative aux pénalités de retard en violation de l'article 13-7 du CMP ;
 - nous avons également noté que les factures pro forma présentées par EGNS et GIE TABAX ne sont pas datées et que deux factures pro forma de la société LE GUETH dont l'une est datée du 20 novembre 2012 ont été versées au dossier, alors que la date limite de dépôt des offres était fixée au 14 novembre 2012.
- d) les observations ci-avant mentionnées s'appliquent à la **DRP portant Acquisition de moutons de tabaski au profit des populations de la Commune de Sangalkam**, attribuée à **CONVERGENCE**, pour un montant de **3 186 000 F CFA HT** au terme d'une procédure marquée par des signes de collusion.
- e) pour la **DRP portant Acquisition de produits pharmaceutiques et d'hygiène (médicaments)**, attribuée à la **PHARMACIE REGIONALE d'APPROVISIONNEMENT**, pour un montant de **1 000 000 F CFA TTC**, nous avons noté que la facture pro forma de la PRA est du 22 novembre 2012 soit une date postérieure à celle de l'ouverture des plis (5 octobre 2012), ce qui laisse entrevoir une opération de régularisation, en violation de l'article 44 du COA. Notons que pour ce type d'acquisition de médicaments génériques, la Commune est fondée à contracter par entente directe avec la PRA dès lors qu'elle sollicite et obtient l'avis favorable de la DCMP.
- Cette pratique de régularisation de marchés déjà attribués et / ou d'opérations déjà exécutées a été observée pour le marché conclu suite à la **DRP relative à la Construction de deux salles de classe (Noflaye et Ndiakhirate Digue)** attribuée à l'entreprise **LE GUETH**, pour un montant de **13 848 707 F CFA TTC**. L'examen du dossier de marché a permis de noter que les factures pro forma produites par EGNS et GIE TABAX ne sont pas datées et que l'attributaire LE GUETH a déposé deux factures pro forma datées respectivement du 08 novembre 2012 et du 07 décembre 2012 alors que la date limite de dépôt des offres était fixée au 14 novembre 2012.
- f) pour la **DRP relative aux Travaux d'extension du Poste de Santé de Sangalkam**, attribuée à **KHAIRA ENTREPRISE**, pour un montant de **7 999 881 F CFA TTC**, les factures pro forma de Khaira Entreprise, du GIE Sope Serigne Mbaye Sy Mansour et de Convergence ne sont pas datées ; l'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater que les cadres de devis sont identiques et les mêmes fautes sont commises aux mêmes endroits laissant entrevoir que ces factures proviennent de la même source ou de sources liées.
- g) pour la **DRP portant acquisition de denrées alimentaires au profit des populations de la Commune de Sangalkam** attribuée à **ENTREPRISE DE L'ISLAM**, pour un montant de

2 850 000 F CFA TTC, l'examen des offres des soumissionnaires CONVERGENCE et ETM a permis d'identifier des signes de collusion entre ces deux candidats ; pour cette même consultation, des similitudes ont également été décelées dans les factures pro forma de MOUSTAPHA TOURE ET COMPLEXE AICHA.

- h) pour la **DRP portant acquisition de denrées alimentaires destinées à l'organisation des élections présidentielles 2012** attribuée à **MAHA DISTRIBUTION**, pour un montant de **2 000 000 F CFA HT**, les montants mentionnés dans les documents liés à l'exécution du marché (bon de commande, certificat administratif et PV de réception) sont libellés TTC alors que les factures pro forma et définitive, émises par Maha Distribution, sont libellées Hors Taxes ; il convient de noter que les montants sont à appréhender TTC dans les documents de passation et d'exécution.
- i) **cinq DRP relatives à des services de travaux d'entretien**, pour un montant global de **8 074 540 F CFA TTC** et cinq (5) **DRP relatives à des acquisitions de fournitures de bureau**, pour un montant global de **4 155 550 F CFA TTC**, ont été marquées par des entorses substantielles à la réglementation. En effet, outre, la similitude des offres des candidats, laissant entrevoir qu'elles ont été produites par la même source, les lettres de saisine transmises aux candidats short listés ne donnent pas d'indication sur l'identité des soumissionnaires consultés dans le cadre de la procédure ; en plus, les lettres d'information des candidats non retenus ne sont pas déchargées pour permettre de contrôler l'effectivité de leur transmission aux dits candidats, les procès verbaux d'ouverture et d'attribution ont été condensés dans un seul document.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux

La Cellule de Passation des Marchés n'a pas été formellement instituée pour se conformer à l'arrêté 12 783 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP. Les tâches qui sont dévolues à cette CPM n'ont pas été accomplies notamment la préparation du rapport annuel en application de l'article 143 du CMP qui impose à toutes les Autorités Contractantes de déposer annuellement auprès de l'autorité dont elle relève et de l'ARMP, un rapport sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente, avec les entreprises défaillantes, la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe. Les rapports trimestriels non plus n'ont pas été produits.

A notre avis, au regard de l'importance des points évoqués ci- avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	7
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.1 Synthèse des non conformités sur la passation et recommandations	9
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	21
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	23
1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	25
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	36
2.1 Contexte de l'intervention	37
2.2 Objectifs de la mission	38
2.2.1 Objectifs généraux	38
2.2.2 Objectifs spécifiques	38
2.2.3 Etendue des travaux à effectuer	39
2.2.4 Rapports émis au terme de la mission	41
3 Approche méthodologique	42
3.1 Revue approfondie des textes de référence	43
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	45
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	46
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	47
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	48
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	49
4 Résultats des travaux	50
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	51
4.1.1 Commission des marchés	51
4.1.2 Cellule de passation des marchés	52
4.1.3 Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	52
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	52
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	52
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	53
4.1.5 Rappel des seuils applicables à la Commune de Sangalkam	53
4.2 Examen des marchés	54
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	54
4.2.2 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	55

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

La Commission des Marchés de la Commune de Sangalkam est présidée par le Maire / le Président de la Délégation Spéciale ; cette composition n'est pas conforme à l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés puisque le Chef de l'Exécutif (Maire, Président de Conseil Rural ou par extension Président de Délégation Spéciale) ne peut être le Président de la Commission des Marchés car, la personne appelée à valider les propositions d'attribution de la Commission des Marchés ne peut pas en faire partie et a fortiori, en assurer la présidence (avis N°008/10/ARMP/CRD du 5 mai 2010). Les mêmes membres de la Commission des Marchés composent la Commission de Réception qui est également présidée par le Président de la Délégation Spéciale. Il y a un cumul de fonctions incompatibles empêchant tout contrôle réciproque susceptible de déceler d'éventuelles erreurs ou de dissuader de potentiels contrevenants à la réglementation.

Les lettres d'invitation à soumissionner n'indiquent pas l'identité de tous les fournisseurs pressentis, pour se conformer à la circulaire 004 du Premier Ministre portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres n'ont pas établies en violation de la circulaire 004 ci-avant mentionnée.

Les contrats ne comprennent pas la clause relative aux pénalités de retard en violation de l'article 13-7 du CMP.

Les bordereaux quantitatifs normalement annexés aux lettres d'invitation à soumissionner ne figurent pas dans les dossiers de marché.

Les documents liés au règlement des marchés n'ont pas été joints au dossier de marché.

DRP 1 CONSTRUCTION DE 20 CANTINES MODERNES ATTRIBUEE A LE GUETH POUR 9 772 165 F CFA TTC

L'examen du dossier de marché a permis de noter que l'attributaire le GUETH a produit une facture pro forma datée du 20 novembre 2012 alors que l'ouverture des plis, l'évaluation des offres et l'attribution du marché ont eu lieu le 14 novembre 2012. Cette incohérence dans les dates d'établissement des documents de passation de ce marché est une illustration d'une régularisation d'un marché déjà attribué ; le fait que les factures pro forma produites par deux autres soumissionnaires EGNS et GIE TABAX ne soient pas datées montrent qu'à la régularisation se s'ajouterait une simulation de l'Autorité Contractante.

DRP 2 ACQUISITION DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET D'HYGIENE (MEDICAMENTS) ATTRIBUEE A LAPHARMACIE REGIONALE D'APPROVISIONNEMENT POUR 1 000 000 F CFA

Nous avons noté que la facture pro forma de la PRA est du 22 novembre 2012 soit une date postérieure à celle de l'ouverture des plis (5 octobre 2012), ce qui laisse entrevoir une opération de régularisation, en violation de l'article 44 du COA. Notons que pour ce type d'acquisition de médicaments génériques, la Commune est fondée à contracter par entente directe avec la PRA dès lors qu'elle sollicite et obtient l'avis favorable de la DCMF.

DRP 3 CONSTRUCTION DE DEUX SALLES DE CLASSE (NOFLAYE ET NDIAKHIRATE DIGUE) ATTRIBUEE A LE GUETH POUR 13 848 707 F CFA

Le même groupe d'entreprises que celles consultées pour la DRP N°1 ci-avant mentionnée a été à nouveau saisi avec la reconduite des mêmes pratiques, EGNS et GIE TABAX ne datant pas leurs factures pro forma, LE GUETH produisant une facture pro forma en date du 7 décembre 2012 postérieure à la date d'ouverture des plis, d'évaluation et d'attribution du marché du 14 novembre 2012. Il s'agit d'indices laissant entrevoir que certains soumissionnaires couvrent l'attributaire pressenti ou déjà désigné. Le mode de dévolution de ce marché participe d'un processus de régularisation mal maîtrisé.

DRP 4 TRAVAUX D'EXTENSION DU POSTE DE SANTE DE SANGALKAM ATTRIBUEE A ENTREPRISE KHAIRA POUR 7 999 881 F CFA TTC

Les factures pro forma de Khaira Entreprise, du GIE Sope Serigne Mbaye Sy Mansour et de Convergence ne sont pas datées ;

L'examen des offres des soumissionnaires a permis d'identifier des similitudes laissant entrevoir une collusion entre les fournisseurs.

DRP 5 DENREES ALIMENTAIRES AU PROFIT DES POPULATIONS DE LA COMMUNE DE SANGALKAM ATTRIBUEE A ENTREPRISE DE L'ISLAM POUR 2 850 000 F CFA TTC

L'examen des offres des soumissionnaires a permis d'identifier des similitudes laissant entrevoir une collusion entre les fournisseurs (Convergence et ETM d'une part, Moustapha Touré et Complexe Aicha d'autre part).

DRP 6 DENREES ALIMENTAIRES DESTINEES A L'ORGANISATION DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES 2012 ATTRIBUEE A MAHA DISTRIBUTION POUR 2 000 000 F CFA HT

Les montants figurant dans les documents liés à l'exécution du marché (bon de commande, certificat administratif et PV de réception) sont libellés TTC alors que les factures pro forma et définitive émises par Maha Distribution sont libellés HT. Il convient de noter que l'évaluation et l'attribution des marchés doivent être effectuées sur la base des montants TTC.

DRP 7 ACQUISITION DE MOUTONS DE TABASKI AU PROFIT DES POPULATIONS DE LA COMMUNE DE SANGALKAM ATTRIBUEE A CONVERGENCE POUR 3 186 000 F CFA HT

L'examen des offres des candidats a permis d'identifier des signes de collusion entre les soumissionnaires LA RUFISQUOISE, FALL NDEYE DOM MBAYE ET SEYNABOU DRAME.

DC 8 ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES ET APPAREILS DE BUREAU ATTRIBUEE A TECHNIQUE INFORMATIQUE POUR 1 500 000 F CFA TTC

Les factures pro forma des soumissionnaires Moustapha Touré, Marème Kane et Technique Informatique présentent des similitudes laissant entrevoir une collusion entre lesdits fournisseurs.

L'entreprise Technique Informatique a émis deux factures pro forma aux dates respectives du 28 septembre et du 03 octobre 2012 alors qu'une facture définitive N° 87 et un procès verbal de réception ont été établis le 28 septembre 2012.

DC 9 ENTRETIEN DES MOBILIERS DE BUREAU ATTRIBUEE A TECHNIQUE INFORMATIQUE POUR 500 000 F CFA TTC

Les factures pro forma des soumissionnaires Ibrahima Touré, Marème Kane et Technique Informatique sont identiques sur la présentation, le même cadre a été utilisé. Les mêmes fautes sont commises sur les trois factures telles que « feuteuil » et « rangement ».

DC 10 ACQUISITION DE TICKETS DE PERCEPTION ATTRIBUEE A CONVERGENCE POUR 191 750 F CFA TTC

Les factures pro forma des soumissionnaires Convergence, Mame Demba Ndiaye et MAS Darou Salam sont identiques sur la présentation, le même cadre a été utilisé. Il s'y ajoute qu'elles ont été toutes remplies à la main et les caractères des écritures nous semblent provenir de la même source.

DC 11 ACQUISITION ET INSTALLATION D'UN PANNEAU SCOLAIRE COMPLET ATTRIBUEE AUX ETS ASSAICHA POUR 999 932 F CFA TTC

Tous les soumissionnaires ont proposé une batterie de 150 ampères à l'exception de l'attributaire qui a proposé une batterie de 120 ampères, nous émettons des doutes sur la conformité de l'offre de ce dernier car n'ayant pas en notre possession le bordereau quantitatif établi par la Commune pour vérifier les fournitures qui avaient été requises. En sus, l'attributaire a proposé une ampoule solaire de basse tension que les autres soumissionnaires n'ont pas offerte.

DC 12 ENTRETIEN ET REPARATION DES APPAREILS TELEPHONIQUES ATTRIBUEE A TECHNIQUE INFORMATIQUE POUR 1 000 000 F CFA TTC

Le cahier des charges n'a pas été joint au dossier pour nous permettre de prendre connaissance des détails de la prestation ;

Les bordereaux quantitatifs qui ont servi aux soumissionnaires pour établir leurs offres n'ont pas été joints aux dossiers ;

Les documents liés au règlement des marchés n'ont pas été joints au dossier de marché.

DC 13 ACQUISITION DE MATERIEL DE PERCEPTION ATTRIBUEE A BABACAR FAYE POUR 500 000 F CFA TTC

Les factures pro forma de SENDIS et SOGENEQ présentent la même adresse (Cité Mamelles lot 63 TF 4407/DG), le même numéro de téléphone (33 860 69 65) et de fax (33 860 69 64). Le numéro de NINEA également est pratiquement le même à une différence près présenté

respectivement comme suit : « 2003B-0990 » et « 0990B », il en est de même du numéro du compte bancaire ouvert à la CNCAS.

DC 14 RECEPTION PUBLIQUE A L'OCCASION DE LA VISITE DU MINISTRE DE L'AMENAGEMENT ATTRIBUEE A MOUSTAPHA TOURE POUR 500 000 F CFA TTC

Les factures pro forma proposées par les soumissionnaires sont identiques, le cadre de présentation des offres est le même. De plus, à l'exception de l'offre de Mme Touré Fatou Bintou Diouf, les quatre autres soumissionnaires ont commis la même faute sur le mot « animation » ;

Les numéros de NINEA (40944131R1) et de RC (SN-DKR-2007-A-9396) du soumissionnaire Babacar Faye mentionnés sur sa facture pro forma ont été reproduits sur l'offre du GIE Pallène alors que ses numéros de RC et NINEA avaient déjà été inscrits sur l'entête, ce qui nous conforte dans le fait que ces factures proviennent de la même source ;

Le format des cachets utilisés par les candidats est exactement le même ;

Toutes ces anomalies laissent entrevoir des signes de collusion entre les fournisseurs et constituent une entrave au principe de transparence dans les procédures de DRP.

DC 15 ACQUISITION DE MATERIELS ET APPAREILS DE BUREAU ATTRIBUEE A MAHA DISTRIBUTION POUR 318 600 F CFA TTC

Deux des factures pro forma (Soumbar Express et Convergence) ont été établies en mars 2011 (le 15 et le 22 mars) alors que deux autres (Alassane Sall et EGBER) ont été émises en avril 2012 (15 et 19 avril) alors que l'examen des factures pro forma a eu lieu le 16 avril 2012. Quant à la facture pro forma de l'attributaire Maha Distribution, elle n'a pas été datée ;

La commande des trois onduleurs a été passée le 23 avril 2012 alors qu'ils n'ont été livrés et réceptionnés que le 28 mai 2012, soit 35 jours après.

DC MATERIELS DE BALAYAGE ATTRIBUEE A BABACAR FAYE POUR 500 000 F CFA TTC - DC MATERIELS DE BALAYAGE ATTRIBUEE A EGLOBTEN POUR 430 000 F CFA TTC

Les quatre (04) offres des fournisseurs sont similaires dans la présentation. D'une part, les factures de Soumbar Express Services et SENDIS présentent les mêmes fautes commises à « serpières », « balaie » et d'autre part, nous retrouvons des fautes identiques sur les offres de Technopointe et ETM telles que « tête de lou » et « balaie » alors qu'un bordereau quantitatif n'a pas été joint au dossier, pour servir de référence aux candidats dans la présentation de leurs offres. Ces offres nous paraissent avoir été produites par la même source, ce qui laisse entrevoir une collusion entre fournisseurs.

Le justificatif de paiement n'est pas classé dans le dossier.

DC MATERIELS DE BALAYAGE ATTRIBUEE A EGLOBTEN POUR 430 000 F CFA TTC

En dehors du BC et du BL, les justificatifs de règlement ne sont pas classés dans le dossier.

DRP ENTRETIEN RESEAU ELECTRIQUE DE LA COMMUNE DE SANGALKAM ATTRIBUEE A AZAXHA PRODUITS DIVERS POUR 3 000 000 F CFA TTC

La facture de Moustapha Touré, indique un montant de Trois millions de Francs en lettres et 3 014 800 en chiffres et la Commission des Marchés n'a pas procédé à la correction de l'offre ;

Les offres produites par les différents soumissionnaires présentent de nombreuses similitudes qui laissent entrevoir une collusion entre fournisseurs.

DRP ENTRETIEN RESEAU ECLAIRAGE PUBLIC DE LA COMMUNE DE SANGALKAM ATTRIBUEE A ESBM POUR 1 994 200 F CFA TTC

Les factures présentent des similitudes, (SENDIS et SOGENEQ) ont les mêmes adresse, téléphone, RC ;

Une fiche de dégagement de crédit du 13 décembre 2012 pour des travaux non réalisés est jointe au dossier.

**DRP ENTRETIEN MACHINES DE BUREAU DE LA COMMUNE DE SANGALKAM ATTRIBUEE A RUFISQUOISE
ENTREPRISE GENERALE POUR 991 200 F CFA TTC**

Toutes les offres des fournisseurs datent du mois d'avril 2012 à l'exception de la R.E.G non datée pour des offres qui étaient censées être déposées au plus tard à la date du 22 mars 2012 ;

Le chargement de Gaz a été facturé alors que la fourniture de gaz fait naturellement partie de l'entretien des splits. Cette remarque est également valable pour la **DRP portant entretien machines de bureau (climatisation) au profit de la commune de Sangalkam attribuée à la même entreprise pour 1 089 140 F CFA TTC.**

**DRP LOCATION D'UN IMMEUBLE POUR L'HEBERGEMENT DES ETUDIANTS RESSORTISSANT DE SANGALKAM ATTRIBUEE A
AFISSATOU DIAKHATE POUR 590 000 F CFA TTC - DRP AMENAGEMENT DE L'HÔTEL DE VILLE DE LA COMMUNE DE
SANGALKAM ATTRIBUEE A CONVERGENCE POUR 4 999 660 F CFA TTC - DRP ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU AU
PROFIT DE LA PAIERIE DE RUFISQUE ATTRIBUEE A SEYDOU SAMAKE POUR 1 500 000 F CFA TTC**

La lettre de saisine transmise aux candidats short listés ne donne pas d'indications sur l'identité des soumissionnaires auxquels les lettres d'invitation ont été envoyées. Les lettres de saisine et les lettres d'information aux candidats non retenus ne sont pas déchargées pour permettre de contrôler l'effectivité de leur transmission aux candidats.

DRP LOCATION D'UN IMMEUBLE POUR L'HEBERGEMENT DES ETUDIANTS RESSORTISSANTS DE SANGALKAM

Les factures présentent des similitudes. S'y ajoute que celles de SENDIS et SOGENEQ présentent la même adresse et les mêmes numéros de téléphone et de RC, laissant ainsi, entrevoir des signes de collusion entre fournisseurs.

DRP AMENAGEMENT DE L'HÔTEL DE VILLE DE LA COMMUNE DE SANGALKAM

Les cinq factures pro forma soumises par les candidats sont identiques, la présentation est exactement la même. De plus, aucune de ces factures n'est datée. Les mots « de » et le « T » du mot tôle (Toiture DE Tole en Alluzing) sont écrits en majuscules et ces fautes de frappe sont répétées sur les factures de Convergence, du GIE Sope Serigne Mbaye Sy Mansour et Momar Mbengue. . De plus, la lettre(R) du mot

réfection est écrit en minuscule et « bâche extérieur » est écrit sans « e » sur l'ensemble des cinq factures. Tous ces signes laissent entrevoir une collusion entre ces fournisseurs. **DRP ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU AU PROFIT DE LA PAIERIE DE RUFISQUE**

L'ouverture des plis a eu lieu un jour après la date qui était prévue, en violation de l'article 67.1 du CMP ; les offres produites par les soumissionnaires présentent de nombreuses similitudes sur la présentation laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs ;

DRP ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU AU PROFIT DE LA COMMUNE DE SANGALKAM ATTRIBUEE A MAHA DISTRIBUTION POUR 210 040 F CFA TTC - DRP ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU AU PROFIT DE LA COMMUNE DE SANGALKAM ATTRIBUEE A IBRAHIMA GUEYE POUR 566 400 F CFA TTC - DRP ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU ATTRIBUEE A IBRAHIMA GUEYE POUR 879 690 F CFA TTC - DRP ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU ATTRIBUEE A CONVERGENCE POUR 999 460 F CFA TTC

La lettre de saisine transmise aux candidats short listés ne donne pas d'indications sur l'identité des soumissionnaires auxquels les lettres d'invitation ont été envoyées. Les lettres de saisine et les lettres d'information aux candidats non retenus ne sont pas déchargées pour permettre de contrôler l'effectivité de leur transmission aux candidats ;

Les factures de EGBER et ALASSANE SALL présentent des similitudes sur la présentation. S'y ajoute que les offres de ces deux fournisseurs sont les seules à ne pas préciser les montants totaux, hors taxes et TTC, le groupe de mots est collé notamment « Communede Sangalcam » et Sangalkam qui est écrit avec un « c » en lieu et place d'un « k ». Le tableau de comparaison des prix fait état de trois articles par candidat alors que MAHA DISTRIBUTION a proposé un seul article dans sa facture pro forma. L'origine des prix qui sont consignés dans le tableau de comparaison des prix nous est inconnue. La cartouche A 35 HP qui était cotée à 35 000 F sur la facture pro forma a subi une hausse de 5 000 F sur le bon de commande et sur la facture définitive. Les procès verbaux d'ouverture et d'attribution ont été condensés dans un seul document.

DRP ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU ATTRIBUEE A IBRAHIMA GUEYE POUR 566 400 F CFA TTC

Les offres produites par les candidats présentent de nombreuses similitudes sur la présentation laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs. Les procès verbaux d'ouverture et d'attribution ont été condensés dans un seul document. Plusieurs opérations relatives à des fournitures de bureau, ont été fractionnées en violation de l'article 54.5 du CMP, l'Autorité Contractante aurait dû passer un marché à commande

conformément à l'article 25 du CMP pour éviter ce morcellement en sus du souci d'économie de la dépense publique. .

DRP N° 1 ACQUISITION DE DENREES ALIMENTAIRES ATTRIBUEE A MOUSTAPHA TOURE POUR 2 500 000 F CFA TTC

Les invitations ont été envoyées le 13 janvier 2012 mais, cependant, seule l'offre de l'attributaire date du 15 janvier, toutes les autres offres sont datées du 10 janvier 2012, comme s'il s'agissait d'une opération de régularisation, en violation de l'article 44 du COA ;

L'ouverture des plis a eu lieu le 18 janvier 2012 mais le procès-verbal a été dressé le 27 janvier 2012, en violation des dispositions de l'article 67.1 du CMP.

DRP N° 2 REFECTION DU BLOC SANITAIRE DE L'ECOLE ELEMENTAIRE SANGALKAM 1 ATTRIBUEE A LE GUETH POUR 1 999 982 F CFA TTC

L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater de nombreux signes de collusion entre les fournisseurs SOGENEQ et SENDIS qui partagent la même adresse. S'y ajoute que les mêmes erreurs sont retrouvées aux mêmes endroits sur les factures pro forma présentées par quatre fournisseurs notamment SOGENEQ, SENDIS, SOUMBAR EXPRESS SERVICES et GROUPE BAOBAB. Outre les signes de collusion entre fournisseurs, d'autres indices identifiés dans les documents de l'Autorité Contractante montrent que la simulation pourrait être le fait du personnel même de la Commune.

DRP N° 3 AMENAGEMENT DU STADE MUNICIPAL DE SANGALKAM ATTRIBUEE A CNVERGENCE POUR 7 099 942 F CFA TTC

Le contrat ne mentionne pas la clause de pénalités de retard, en violation de l'article 13.7 et 133 du CMP.

DRP N° 4 ACQUISITION DE MATERIELS MEDICAUX ATTRIBUEE AU GIE SOPE SERIGNE MBAYE SY MANSOUR POUR 1 000 000 F CFA TTC

L'examen de l'offre du soumissionnaire MULTISERVICES a permis de constater, qu'aucune indication relative à l'existence légale notamment l'immatriculation au Registre du Commerce et aux taxes indirectes n'est indiqué en violation des dispositions des articles 43 et 44 du CMP relatives aux conditions d'accès à la commande publique.

DRP N° 6 LOCATION DE VEHICULES ATTRIBUEE A UPAMA ASSAINISSEMENT POUR 1 180 000 F CFA TTC

L'examen des offres de GARAGE P.FALL, CAYOR VIDANGE, SETRA BTP ET ETS TALLA GUEYE ont permis de constater, qu'aucune indication relative à l'existence légale notamment l'immatriculation au Registre du Commerce et aux taxes indirectes n'est indiqué en violation des dispositions des articles 43 et 44 du CMP relatives aux conditions d'accès à la commande publique.

DRP N° 7 ACQUISITION D'EQUIPEMENTS SOCIAUX ATTRIBUEE A LE GUETH POUR 4 999 896 F CFA TTC

Le contrat ne mentionne pas la clause de pénalités de retard en violation des dispositions de l'article 13.7 et 133 du CMP

S'y ajoute, qu'à la lecture du contrat à l'article 3 relatif au montant du contrat, une erreur a été notée entre le montant en lettres et le montant en chiffres.

DRP N° 9 ET 10 IMPRIMES ET REGISTRES ATTRIBUEES A MOUSTAPHA TOURE POUR RESPECTIVEMENT 2 950 000 F CFA TTC ET 1 000 000 F CFA TTC

L'ouverture s'est faite le 18 janvier 2012 soit le lendemain du dépôt des offres le 17 janvier 2012, ce qui est une violation des dispositions de l'article 67.1 du CMP ;

L'offre de Mr MOUSTAPHA TOURE, qui se trouve être l'attributaire du marché, ne devait pas être étudiée car l'offre présentée porte une date du 24 janvier 2012 ce qui est postérieure à la date d'ouverture des plis, ceci nous semble être une opération de régularisation en violation de l'article 44 du COA ;

Pour la DRP n° 9 portant sur les imprimés et registres (1^{er} engagement), le bon de commande N° 11 porte la date du 24 janvier 2011, il s'agit certainement d'une erreur car l'entête porte sur janvier 2012. Il en est de même sur le 2^{ème} engagement de la même DRP avec le bon de commande N° 10.

DRP N° 11 PRODUITS D'ENTRETIEN ATTRIBUEE A FATOU BINETA DIOUF POUR 2 925 000 F CFA TTC

L'examen des offres a permis de constater une différence sur les propositions des fournisseurs. En effet, les fournisseurs GUILOU BUSINESS SERVICES et SOUMBAR EXPRESS SERVICES ont proposé des « SERPIERE » alors que les fournisseurs FATOU BINETA

DIOUF, ESPACE GLOBAL et B.A.S ont proposé à la place des « LAVE VITRE ». Les mêmes erreurs et fautes sont retrouvées aux mêmes endroits sur les factures pro forma présentées par ces fournisseurs ;

L'ouverture des offres s'est faite le 18 janvier 2012 soit le lendemain du dépôt des offres le 17 janvier 2012, ce qui est une violation des dispositions de l'article 67.1 du CMP.

DRP N° 12 PRODUITS D'ENTRETIEN ATTRIBUEE A COMPLEXE AICHA POUR 1 500 000 F CFA TTC

L'offre du fournisseur GUILOU BUSINESS SERVICES ne mentionne pas les quantités requises. Seuls les prix unitaires figurent dans le devis.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Se conformer aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté 12786 du MEF en date du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36 du CMP ;

Veiller au respect de l'article 78 du CMP sur les procédures de DRP ;

Veiller au respect de la circulaire 004 du PM portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Veiller au respect des dispositions des articles 43 et 44 du CMP ;

Se conformer aux dispositions des articles 13, 54-5 et 67-4 du CMP et 44 du COA ;

Contrôler si les factures pro forma sont datées ;

Bannir la collusion entre fournisseurs et veiller à plus de transparence dans la procédure de DRP ;

Veiller à la cohérence et à l'harmonisation des informations consignées dans les différents documents de passation des marchés ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.

1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
Les pièces de règlement des marchés n'ont pas été jointes au dossier, ce qui ne nous permet pas d'apprécier la conformité de l'exécution financière.
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE
Mettre à disposition les justificatifs de règlement des marchés.

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	DRP Construction de 20 cantines modernes	DRP Acquisition de produits pharmaceutiques et d'hygiène (médicaments)	DRP Construction de deux salles de classe (Noflaye et Ndiakhirate Digue)	DRP Travaux d'extension du Poste de Santé de Sangalkam
Attributaires	LE GUETH	PHARMACIE REGIONALE D'APPROVISIONNEMENT	LE GUETH	KHAIRA ENTREPRISE
Montants en F CFA TTC	9 772 165	1 000 000	13 848 707	7 999 881
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 12 du CMP sur le cahier des charges	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 13alinéas 6 et 7 du CMP sur les mentions obligatoires	✓			
Violation de l'article 44 du COA sur la régularisation des marchés		✓		
Violation de l'article 44 du CMP sur les capacités techniques, juridiques... des entreprises	✓	✓	✓	✓
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats		✓		
Violation de l'article 78-2 du CMP sur l'information des candidats non retenus	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Signe de collusion				✓

Description	DRP Denrées alimentaires au profit des populations de la Commune de Sangalkam	DRP Denrées alimentaires destinées à l'organisation des élections présidentielles 2012	DRP Acquisition de moutons de tabaski au profit des populations de la Commune de Sangalkam	DC Entretien et réparation des machines et appareils de bureau
Attributaires	ENTREPRISE DE L'ISLAM	MAHA DISTRIBUTION	CONVERGENCE	TECHNIQUE INFORMATIQUE
Montants en F CFA TTC	2 850 000	2 000 000 F CFA HT	3 186 000 F CFA HT	1 500 000
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 13 alinéas 6 et 7 du CMP sur les mentions obligatoires			✓	
Violation de l'article 44 du CMP sur les capacités techniques, juridiques... des entreprises	✓	✓	✓	
Violation de l'article 78-2 du CMP sur l'information des candidats non retenus	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 78-2 du CMP sur le fractionnement des marchés		✓		
Signe de collusion	✓		✓	✓

Description	DRP Entretien des mobiliers de bureau	DRP Acquisition de tickets de réception	DRP Acquisition et installation d'un panneau solaire complet	DRP Entretien et réparation des appareils téléphoniques	DRP Acquisition de matériels de perception
Attributaires	TECHNIQUE INFORMATIQUE	CONVERGENCE	ETS ASSAICHA	TECHNIQUE INFORMATIQUE	BABACAR FAYE
Montants en F CFA TTC	500 000	191 750	999 932	1 000 000	500 000
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 12 du CMP sur le cahier des charges				✓	
Violation de l'article 78-2 du CMP sur l'information des candidats non retenus	✓	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓	
Signes de collusion	✓	✓			✓
Récurrence des mêmes entreprises consultées					✓

Description	DC Réception publique à l'occasion de la visite du Ministre de l'Aménagement	DC Acquisition de matériels et appareils de bureau (onduleurs)	DC Acquisition de matériels de balayage	DC Acquisition de matériels de balayage	DRP Entretien réseau électrique
Attributaires	MOUSTAPHA TOURE	MAHA DISTRIBUTION	BABACAR FAYE	EGLOBTEN	AZAXHA PRODUITS DIVERS
Montants en F CFA TTC	500 000	318 600	500 000	430 100	3 000 000
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 54 du CMP sur le fractionnement des marchés			✓	✓	
Violation de l'article 78-2 du CMP sur l'information des candidats non retenus	✓	✓	✓	✓	
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓	✓
Récurrence des mêmes entreprises consultées	✓	✓			
Signe de collusion	✓	✓	✓		✓

Description	DRP Entretien réseau éclairage public	DRP Entretien machines de bureau	DRP Entretien et réparation des machines et appareils des bureaux	DRP Entretien et réparation de matériels de bureau (climatisation)
Attributaires	E.S.B.M	SEYDOU SAMAKE	RUFISQUOISE ENTREPRISE GENERALE	RUFISQUOISE ENTREPRISE GENERALE
Montants en F CFA TTC	1 994 200	1 000 000	991 200	1 089 140
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 44 du CMP sur les capacités techniques, juridiques... des entreprises		✓		
Signe de collusion	✓			

Description	DRP Location d'un immeuble	DRP Aménagement Hôtel de Ville	DRP Acquisition de fournitures de bureau	DRP Acquisition de fournitures de bureau
Attributaires	AFISSATOU DIAKHATE	CONVERGENCE	SEYDOU SAMAKE	MAHA DISTRIBUTION
Montants en F CFA TTC	590 000	4 999 660	1 500 000	210 040
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 44 du CMP sur les capacités techniques, juridiques... des entreprises	✓	✓	✓	✓
Violation de l'art 67.1 du CMP : sur l'ouverture des plis à la date et à l'heure limite de dépôt des offres			✓	
Violation de l'article 54.5 du CMP, sur le fractionnement des marchés			✓	✓
Signe de collusion	✓	✓	✓	✓

Description	DRP Acquisition de fournitures de bureau	DRP Acquisition de fournitures de bureau	DRP Acquisition de fournitures de bureau	DRP Acquisition de denrées alimentaires
Attributaires	IBRAHIMA GUEYE	IBRAHIMA GUEYE	CONVERGENCE	MOUSTAPHA TOURE
Montants en F CFA TTC	566 400	879 690	999 460	2 500 000
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 44 du COA sur la régularisation des marchés				✓
Violation de l'article 44 du CMP sur les capacités techniques, juridiques... des entreprises	✓			
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut d'établissement du PV d'ouverture des plis séance tenante				✓
Violation de l'article 54.5 du CMP, sur le fractionnement des marchés	✓	✓	✓	
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats				✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés		✓	✓	✓
Signe de collusion	✓	✓		

Description	DRP N°2– Réfection du bloc sanitaire de l'école élémentaire Sangalkam 1	DRP N°3– Aménagement du stade municipal de SANGALKAM	DRP N°4– Acquisition de matériel medical	DRP N°5– Location de véhicules (1^{er} engagement)
Attributaires	LE GUETH	CONVERGENCE	G.I.E SOPE SERIGNE MBAYE SY MANSOUR	M.K LOCATION DE VOITURE
Montants en F CFA TTC	1 999 982	7 099 942	1 000 000	25 000 F CFA HT par jour
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 13 alinéas 6 et 7 du CMP sur les mentions obligatoires			✓	
Violation de l'article 44 du COA sur la régularisation des marchés			✓	
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut d'établissement du PV d'ouverture des plis séance tenante	✓			
Violation de l'article 78-2 du CMP sur l'information des candidats non retenus	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Signe de collusion		✓		
Utilisation de termes inappropriés	✓	✓	✓	✓

Description	DRP N° 6 Location de véhicules (2^{ème} engagement)	DRP N° 7 Acquisition d'équipements sociaux	DRP N° 8 Construction du foyer des jeunes	DRP N° 9 Imprimés et registres (1^{er} ENGAGEMENT)
Attributaires	UPAMA ASSAINISSEMENT	LE GUETH	G.I.E SOPE SERIGNE SY MANSOUR	MOUSTAPHA TOURE
Montants en F CFA TTC	1 180 000	4 999 896 F	14 899 960	2 950 000
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 13 alinéas 6 et 7 du CMP sur les mentions obligatoires		✓		
Violation de l'article 44 du CMP sur les capacités techniques, juridiques... des entreprises	✓			
Violation de l'art 67.1 du CMP : Défaut d'établissement du PV d'ouverture des plis séance tenante				✓
Violation de l'article 78-2 du CMP sur l'information des candidats non retenus	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Signe de collusion				
Utilisation de termes inappropriés	✓	✓	✓	✓

Description	DRP N°10 Imprimés et registres (2^{ème} engagement)	DRP N°11 Produits d'entretien (1^{er} engagement)	DRP N°12 Produits d'entretien (2^{ème} engagement)	DRP N°13 Produits d'entretien (3^{ème} engagement)
Attributaires	MOUSTAPHA TOURE	FATOU BINETA DIOUF	COMPLEXE AICHA	G.I.E PALLENE
Montants en F CFA TTC	1 000 000	2 925 000	1 500 000	1 100 000
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	
Violation de l'art 67.1 du CMP : Défaut d'ouverture des plis à la date et à l'heure limite de dépôt des offres	✓			
Violation de l'article 78-2 du CMP sur l'information des candidats non retenus	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés		✓	✓	✓
Signe de collusion		✓		
Utilisation de termes inappropriés		✓	✓	✓

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2012 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées dans les termes de référence.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;

- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2012, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et

5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMF). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

Nous avons par ailleurs effectué un contrôle de la matérialité des prestations par une vérification de la réalité de l'exécution par recoupement avec les données relatives à la réception des ouvrages, à la livraison des fournitures ou à l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;

Plus précisément pour les marchés de travaux, les contrôles ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes émises au plus tard deux semaines après la transmission du rapport provisoire par le Consultant. Ces différents rapports seront également soumis à l'ARMP sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- loi 96 - 06 du 22 mars 1996 portant Code des Collectivités locales ;
- loi 96 - 07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales ;
- loi n° 96-09 du 22 mars 1996 fixant l'organisation administrative et financière de la commune d'arrondissement et ses rapports avec la ville ;
- loi 96 - 10 du 22 mars 1996 modifiant la loi n° 72 - 02 du 1er février 1972 relative à l'organisation de l'Administration territoriale ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- décret 96 - 1124 du 27 décembre 1996 fixant le montant des marchés des collectivités locales soumis à approbation préalable du représentant de l'Etat et de fonctionnement des Agences régionales de développement ;
- loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- décret 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;

- arrêté 012782 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des rapports d'analyse et des procès verbaux d'attribution provisoire de marché pris en application de l'article 140. b) du CMP, d'examen juridique et technique des projets de marchés en application de l'article 140.c) du CMP
- arrêté 012783 du 26 décembre 2012 relatif a l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du CMP ;
- arrêté 012785 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers d'appel a la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a) du CMP;
- arrêté 012786 du 26 décembre 2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36.1 du CMP;
- arrêté 012787 du 26 décembre 2012 relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36.6 du CMP;
- arrêté 012788 du 26 décembre 2012 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics pris en application de l'article 44. f) du CMP;
- arrêté 012789 du 26 décembre 2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78.3.a) du CMP ;
- arrêté 012790 du 26 décembre 2012 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du CMP ;
- arrêté 012791 du 26 décembre 2012 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution pris en application de l'article 114 du CMP;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 0039 du 12 décembre 2012 portant sur l'importance du rôle des Cellules de Passation des Marchés et rappel des procédures à suivre pour une bonne préparation des documents de passation des marchés publics;

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la Commune de Sangalkam pour apprécier la capacité de la Commune à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions des articles 35 à 40 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants ont été effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire, avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs (fournisseurs d'exploitation et fournisseurs d'immobilisations),
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous avons mis en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?
- le besoin est- il réel ? répond-il exclusivement au besoin de l'Autorité contractante ?
- le marché résulte-t-il d'un regroupement de besoins suivant leur homogénéité ou leur unité fonctionnelle ? N'est-il pas le résultat d'un fractionnement ?
- la passation du marché est-elle conforme à la réglementation ?

Les contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication des procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),

- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

Il est entendu que l'attribution concerne la période allant de la date d'ouverture des plis à la date d'approbation du marché.

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,

- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

L'audit de matérialité sera examiné à ce niveau. Il portera sur un échantillon de marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit.

Différentes diligences sont mises en œuvre :

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) de la Commune de Sangalkam, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée par décision N°02/DSS12 du 6 septembre 2012. Cette décision répond à une exigence de l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés. Il convient de noter que la constitution de cette Commission des Marchés doit normalement intervenir au plus tard le 31 janvier de la Gestion en cours ; dans le cas particulier de la Commune de Sangalkam, une Délégation Spéciale avait été instituée par arrêté du Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales en date du 29 juin 2012.

La décision ci-avant mentionnée venait corriger les non conformités avec les dispositions des arrêtés 12 786 et 12 783 du MEF pris en application respectivement des articles 36-1 et 35 du CMP relevées par la DCMP dans les actes de nomination des membres de la CM et de la CPM transmis à l'ARMP à la date du 20 février 2012.

En dépit des corrections apportées, nous relevons que la Commission des Marchés de la Commune qui a statué pour les marchés passés par Demandes de Renseignements de Prix ou par Demandes de Cotations (terme abusivement utilisé par la Commune de Sangalkam pour désigner les commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures au regard de l'arrêté 12 789 du MEF en date du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 78.1 du CMP) est présidée par le Président de la Délégation Spéciale ; il s'agit d'une déviation au regard des dispositions de l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés puisque le Chef de l'Exécutif (Maire, Président de Conseil Rural ou par extension Président de Délégation Spéciale) ne peut être le Président de la Commission des Marchés car, la personne appelée à valider les propositions d'attribution de la Commission des Marchés ne peut pas en faire partie et a fortiori, en assurer la présidence (avis N°008/10/ARMP/CRD du 5 mai 2010). Les mêmes membres de la Commission des Marchés composent la Commission de Réception qui est également présidée par le Président de la Délégation Spéciale. Il y a un cumul de fonctions incompatibles empêchant tout contrôle réciproque susceptible de déceler d'éventuelles erreurs ou de dissuader de potentiels contrevenants à la réglementation.

L'examen de l'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés a permis de noter que les suppléants ne sont pas désignés en raison du sous effectif de la Délégation Spéciale.

Il ressort de l'analyse des dossiers de marchés que les membres de la Commission des Marchés ont besoin d'un renforcement de leurs capacités pour une meilleure appropriation des textes réglementaires.

- a) les lettres d'invitation à soumissionner ne comportent pas l'identité de tous les fournisseurs pressentis, en violation de la circulaire 004 du PM ;
- b) les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres n'ont pas été établies en violation de la circulaire 004 du PM portant sur les modalités de mise en œuvre de la procédure des DRP ;
- c) les contrats ne comprennent pas la clause relative aux pénalités de retard en violation de l'article 13-7 du CMP...

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée par décision N° 003/DS/CS/12 du 10 janvier 2012 conformément à l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** ont été signées par tous les membres (titulaires) de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés. Lesdites attestations doivent ont été transmises à la DCMP et à l'ARMP en même temps que les décisions instituant la CM et la CPM (bordereau d'envoi déchargé par l'ARMP le 28 février 2012 pour les premières décisions).

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de la Commune de Sangalkam, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'Avis Général de Passation des Marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par l'Organe chargé de la Régulation des Marchés publics.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Notons qu'au regard de l'article 6 du CMP, aucun avis spécifique de passation de marché ne peut être publié avant l'expiration d'un délai minimum de 7 jours à compter de la publication du PPM ou de sa révision à l'exception des cas prévus

par l'article 76-2 du CMP. Il convient de préciser pour ce qui concerne les prestations intellectuelles que leur inscription dans le PPM n'est obligatoire que lorsque leur coût estimatif atteint le seuil de passation des marchés par appel d'offres tel que spécifié dans l'article 53 du CMP.

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

Aux termes de l'article 6 du CMP, la Commune de Sangalkam doit publier avant la fin du mois de janvier 2012 un Avis Général de Passation des Marchés selon le modèle arrêté par l'ARMP. Il convient de préciser pour ce qui concerne les prestations intellectuelles que leur inscription dans l'AGPM n'est obligatoire que lorsque leur coût estimatif atteint le seuil de revue a priori de la DCMP. L'AGPM a été préparé mais le support de publicité n'a pas été mis à notre disposition

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A LA COMMUNE DE SANGALKAM

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de la Commune de Sangalkam sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA COMMUNE DE SANGALKAM EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PRIS EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

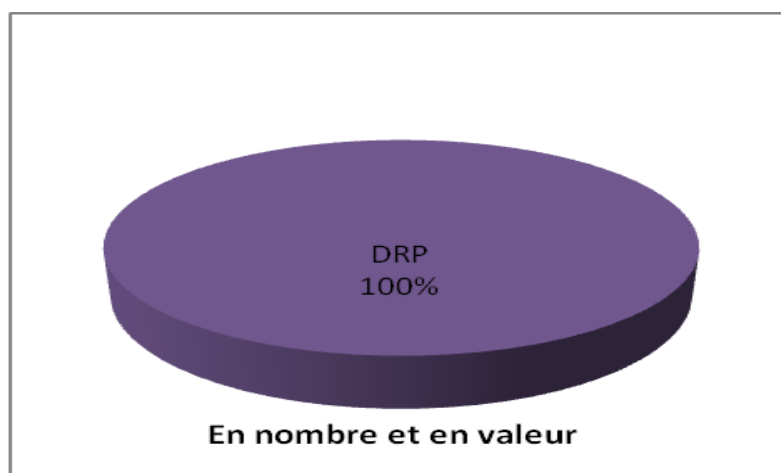
Type de marchés	Seuils de passation par Appel d'Offres	Seuil de contrôle DCMP			Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
		Dossier d'Appel à la Concurrence	Rapport d'évaluation et Procès Verbal d'attribution	Examen juridique et technique du Projet de Contrat		
	Article 53	Arrêté 12 785 pris en application de l'article 140.a	Arrêté 12 782 pris en application de l'art 140.b	Arrêté 12 782 en application de l'article 140.c	Arrêté 12 790 en application de l'article 113	Arrêté 12 791 en application de l'article 114
Travaux	25	250	100	800	>=60	>=35
Fournitures et services	15	150	40	400	>=30	>=25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	>=35

4.2 EXAMEN DES MARCHES

4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2012		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d’offres ouvert (AOO)	-	-	-	-	-	-
Appel d’offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	44	113 819 275	44	113 819 275	100,00	100,00
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
Avenant	-	-	-	-	-	-
TOTAL	44	113 819 275	44	113 819 275	100,00	100,00



4.2.2. MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

TRAVAUX, FOURNITURES ET SERVICES DRP

	DRP 1	DRP 2	DRP 3	DRP 4	DRP 5	DRP 6
DESCRIPTION	Construction de 20 cantines modernes	Acquisition de produits pharmaceutiques et d'hygiène (médicaments)	Construction de deux salles de classe (Noflaye et Ndiakhirate Digue)	Travaux d'extension du Poste de Santé de Sangalkam	Denrées alimentaires au profit des populations de la Commune de Sangalkam	Denrées alimentaires destinées à l'organisation des élections présidentielles 2012
Date de saisine des fournisseurs	16 octobre 2012	13 septembre 2012	16 octobre 2012	16 octobre 2012	02 janvier 2012	02 février 2012
Date limite de dépôt des offres	14 novembre 2012	25 septembre 2012	14 novembre 2012	14 novembre 2012	17 janvier 2012	15 février 2012
Délai de préparation des offres	28 jours	12 jours	28 jours	28 jours	15 jours	13 jours
Date d'ouverture et d'attribution	14 novembre 2012	05 octobre 2012	14 novembre 2012	14 novembre 2012	18 janvier 2012	15 février 2012
Date de souscription	15 novembre 2012	-	15 novembre 2012	15 novembre 2012	-	-
Date d'approbation	15 novembre 2012	-	15 novembre 2012	15 novembre 2012	-	-

Date de notification du marché	16 novembre 2012	-	16 novembre 2012	16 novembre 2012	-	-
Date d'enregistrement	28 novembre 2012	-	28 novembre 2012	23 novembre 2012	-	-
Date de réception des travaux	07 décembre 2012	07 décembre 2012	07 décembre 2012	07 décembre 2012	27 février 2012	17 février 2012
Délai d'exécution	30 jours à compter de la date de réception de l'ordre de service	-	2 mois à compter de la date de réception de l'ordre de service	30 jours à compter de la date de réception de l'ordre de service	-	-
Fournisseurs consultés	05 : EGNS- Le Gueth- GIE Tabax- Convergence- EGLOBTEN	05 : Pharmacie Régionale d'Approvisionnement- Pharmacie Gadiaga- Pharmacie Le Carrefour- EGLOBTEN- Convergence	05 : EGNS- Le Gueth- GIE Tabax- Convergence- EGLOBTEN	05 : Le Gueth- Convergence- SENDIS- Khaira Entreprise- GIE Sope Serigne Mbaye Sy Mansour	05 : ETM- Entreprise de l'Islam- Convergence- Moustapha Touré- Complexe Aicha	05 : ETM- SENDIS- Maha Distribution- Convergence- Groupe Baobab
Nombre d'offres reçues	05 : EGNS- Le Gueth- GIE Tabax- Convergence- EGLOBTEN	01 : Pharmacie Régionale d'Approvisionnement	05 : EGNS- Le Gueth- GIE Tabax- Convergence- EGLOBTEN	05 : Le Gueth- Convergence- SENDIS- Khaira Entreprise- GIE Sope Serigne Mbaye Sy Mansour	05 : ETM- Entreprise de l'Islam- Convergence- Moustapha Touré- Complexe Aicha	05 : ETM- SENDIS- Maha Distribution- Convergence- Groupe Baobab

Attributaires	LE GUETH	Pharmacie Régionale d'Approvisionnement	LE GUETH	Khaira Entreprise	Entreprise de l'Islam	Maha Distribution
Montants en F CFA TTC	9 772 165	1 000 000	13 848 707	7 999 881	2 850 000	2 000 000 F CFA HT
Non conformités	<p>Observations générales sur les dossiers de DRP examinées :</p> <p>Les lettres d'invitation à soumissionner ne donnent pas d'indications sur l'identité des autres candidats ; cette information doit être fournie conformément aux dispositions de la circulaire du Premier Ministre précisant les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Les bordereaux quantitatifs normalement joints aux lettres d'invitation à soumissionner ne sont pas classés dans les dossiers de marché</p> <p>L'examen des différentes procédures a permis de noter une forte tendance à la consultation conjointe des mêmes entreprises sur des prestations de natures très différentes avec dans certains cas des signes de collusion qui font peser une incertitude sur la transparence des procédures.</p> <p>DRP 1, 2, 3 et 4</p> <p>Les lettres d'invitation ne comportent pas l'identité de tous les fournisseurs pressentis en violation de la circulaire 004 du PM ;</p> <p>Les pièces administratives exigées à l'article 44 du CMP n'ont pas été requises. Ces pièces permettent à l'autorité contractante de s'assurer et aux candidats de justifier de leurs capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché, en présentant tous documents et attestations appropriés énumérés par le DAC ;</p> <p>Les lettres d'information aux candidats non retenus n'ont pas été établies en violation de la circulaire 004 du PM sur la mise en</p>					

	<p>œuvre de la procédure des DRP ;</p> <p>Les contrats ne mentionnent pas la clause relative aux pénalités de retard en violation de l'article 13-7 du CMP ;</p> <p>Les documents liés au règlement des marchés n'ont pas été joints à la liasse comptable.</p> <p>DRP 1, 3 et 4</p> <p>S'agissant de marchés de travaux et de leur consistance, la commission aurait dû établir des cahiers de charges en bonne et due forme et procéder à une évaluation des offres pour s'assurer de la capacité technique des entreprises consultées.</p> <p>DRP 1 CONSTRUCTION DE 20 CANTINES MODERNES : LE GUETH - 9 772 165 F CFA TTC</p> <p>L'examen du dossier de marché a permis de noter que l'attributaire le GUETH a produit une facture Pro Forma datée du 20 novembre 2012 alors que l'ouverture des plis, l'évaluation des offres et l'attribution du marché ont eu lieu le 14 novembre 2012. Cette incohérence dans les documents de passation de ce marché est un signe d'une tentative de régularisation d'un marché déjà attribué ; cette conclusion est corroborée par le fait que les factures pro forma produites par deux autres candidats EGNS et GIE TABAX ne sont, à dessein, pas datées. A la régularisation se grefferaient alors une collusion et une simulation.</p> <p>DRP 2 ACQUISITION DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET D'HYGIENE (MEDICAMENTS) : -PHARMACIE REGIONALE D'APPROVISIONNEMENT – 1 000 000 F CFA</p> <p>Nous avons noté que la facture Pro forma de la PNA est du 22 novembre 2012 soit une date postérieure à celle de l'ouverture des plis (5 octobre 2012), ce qui laisse entrevoir une opération de régularisation, en violation de l'article 44 du COA. Notons que pour ce type d'acquisition de médicaments génériques, la Commune est fondée à contracter par entente directe avec la PNA dès lors qu'elle sollicite et obtient l'avis favorable de la DCMP</p>
--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

DRP 3 CONSTRUCTION DE DEUX SALLES DE CLASSE (NOFLAYE ET NDIAKHIRATE DIGUE) : LE GUETH - 13 848 707 F CFA

Le même groupe d'entreprises que celles de la DRP N°1 ci-avant a été consulté avec la reconduite des mêmes pratiques EGNS et GIE TABAX ne datant pas leurs factures pro forma, LE GUETH produisant une facture pro forma en date du 7 décembre 2012 postérieure à la date d'ouverture des plis, d'évaluation et d'attribution du marché du 14 novembre 2012. Il s'agit d'indices laissant entrevoir que certains soumissionnaires couvrent l'attributaire pressenti ou déjà désigné. L dévolution de ce marché participe d'un processus de régularisation mal maîtrisé.

DRP 4 TRAVAUX D'EXTENSION DU POSTE DE SANTE DE SANGALKAM : ENTREPRISE KHAIRA - 7 999 881F CFA TTC –

Les factures pro forma de Khaira Entreprise, du GIE Sope Serigne Mbaye Sy Mansour et de Convergence ne sont pas datées ;

L'examen des offres des soumissionnaires a permis d'identifier des similitudes laissant entrevoir une collusion entre les fournisseurs.

DRP 5

D'une part, les offres de prix des soumissionnaires Convergence et ETM présentent des similitudes sur la présentation, de même, d'autre part, les factures pro forma de Moustapha Touré et Complexe Aicha ;

La facture pro forma du Complexe Aicha n'est pas datée ;

La destination et la répartition de ces denrées alimentaires n'ont pas été matérialisées dans le dossier.

	<p>DRP 6</p> <p>Les montants mentionnés dans les documents liés à l'exécution du marché (bon de commande, certificat administratif et PV de réception) sont mentionnés en TTC alors que les factures pro forma et définitive émises par Maha Distribution sont libellés en Hors taxes ;</p> <p>Les DRP 5 et 6 auraient dû faire l'objet d'une DRP en bonne et due forme c'est-à-dire l'établissement d'un contrat en lieu et place de deux commandes fractionnées en violation de l'article 54-5 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté 12786 du MEF en date du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36 du CMP ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 78 du CMP sur les procédures de DRP ;</p> <p>Veiller au respect de la circulaire 004 du PM portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions des articles 43 et 44 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 13, 54-5 et 67-4 du CMP et 44 du COA ;</p> <p>Contrôler si les factures pro forma sont datées ;</p> <p>Bannir la collusion entre fournisseurs et veiller à plus de transparence dans la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller à la cohérence et à l'harmonisation des informations consignées dans les différents documents de passation des marchés ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>

	DRP 7	DC 8	DC 9	DC 10	DC 11	DC 12
DESCRIPTION	Acquisition de moutons de tabaski au profit des populations de la Commune de Sangalkam	Entretien et réparation des machines et appareils de bureau	Entretien des mobiliers de bureau	Acquisition de tickets de réception	Acquisition et installation d'un panneau solaire complet	Entretien et réparation des appareils téléphoniques
Date de saisine des fournisseurs	12 septembre 2012	-	-	-	-	-
Date limite de dépôt des offres	24 septembre 2012	-	-	-	-	-
Délai de préparation des offres	12 jours	-	-	-	-	-
Date d'ouverture et d'attribution	25 septembre 2012	28 septembre 2012	28 septembre 2012	10 janvier 2012	10 janvier 2012	09 mars 2012
Date de souscription	25 septembre 2012	-	-	-	-	-
Date d'approbation	25 septembre 2012	-	-	-	-	-

Date d'enregistrement	12 octobre 2012	-	-	-	-	-
Date de réception des travaux	28 septembre 2012	28 septembre 2012	28 septembre 2012	26 janvier 2012	02 février 2012	11 avril 2012
Délai d'exécution	07 jours à compter de la signature du contrat	-	-	-	-	-
Attributaires	Convergence	Technique Informatique	Technique Informatique	Convergence	Ets Assaïcha	Technique Informatique
Montants en F CFA TTC	3 186 000 F CFA HT	1 500 000	500 000	191 750	999 932	1 000 000
Non conformités	<p>Les bordereaux quantitatifs qui ont servi aux soumissionnaires pour établir leurs offres n'ont pas été joints aux dossiers ;</p> <p>Nous notons la récurrence des mêmes entreprises dans tous les marchés de nature différente (travaux, fournitures...) ;</p> <p>Les documents liés au règlement des marchés n'ont pas été joints à la liasse comptable.</p> <p>DRP 7</p> <p>Les lettres d'invitation ne comportent pas l'identité de tous les fournisseurs pressentis en violation de la circulaire 004 du PM ;</p> <p>Les pièces administratives exigées à l'article 44 du CMP n'ont pas été requises. Ces pièces permettent à l'autorité contractante de s'assurer et aux candidats de justifier de leurs capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché, en présentant tous documents et attestations appropriés énumérés par</p>					

	<p>le DAC ;</p> <p>Les lettres d'information aux candidats non retenus n'ont pas établies en violation de la circulaire 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure des DRP ;</p> <p>Le contrat ne mentionne pas la clause relative aux pénalités de retard en violation de l'article 13-7 du CMP ;</p> <p>Les montants mentionnés dans les documents liés à l'exécution du marché (contrat, bon de commande et PV de réception) sont mentionnés en Hors Taxes alors que le certificat administratif, les factures pro forma et définitive émises par Maha Distribution sont libellés en TTC ;</p> <p>Les offres de prix des soumissionnaires La Rufisque, Fall Ndeye Dom Mbaye et Seynabou Dramé sont identiques sur la présentation, le même cadre et les mêmes libellés ont été utilisés.</p> <p>DC 8</p> <p>Les factures pro forma des soumissionnaires Moustapha Touré, Marème Kane et Technique Informatique sont identiques sur la présentation, le même cadre a été utilisé. Le tableau contenant les offres présentent des lignes vides avec le chiffre zéro sur les trois factures ;</p> <p>L'entreprise Technique Informatique a émis deux factures pro forma aux dates respectives du 28 septembre et du 03 octobre 2012 alors qu'une facture définitive N° 87 et un procès verbal de réception ont été établis le 28 septembre 2012.</p> <p>DC 9</p> <p>Les factures pro forma des soumissionnaires Ibrahima Touré, Marème Kane et Technique Informatique sont identiques sur la présentation, le même cadre a été utilisé. Les mêmes fautes sont commises sur les trois factures telles que « feuteuil » et « rangement ».</p> <p>DC 10</p>
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>Les factures pro forma des soumissionnaires Convergence, Mame Demba Ndiaye et MAS Darou Salam sont identiques sur la présentation, le même cadre a été utilisé, elles ont été toutes émises à Rufisque. S'y ajoute qu'elles ont été toutes remplies à la main et les caractères des écritures nous semblent provenir de la même source ;</p> <p>Le bon de commande N° 05 porte la date du 24 janvier 2011, il s'agit certainement d'une erreur car l'entête porte sur janvier 2012.</p> <p>DC 11</p> <p>Tous les soumissionnaires ont proposé une batterie de 150 ampères à l'exception de l'attributaire qui a proposé une batterie de 120 ampères, nous émettons des doutes sur la conformité de l'offre de ce dernier car n'ayant pas en notre possession le bordereau quantitatif établi par la Commune pour vérifier les fournitures qui avaient été requises. En sus, l'attributaire a proposé une ampoule solaire de basse tension que les autres soumissionnaires n'ont pas offerte.</p> <p>DC 12</p> <p>Le cahier des charges n'a pas été joint au dossier pour nous permettre de prendre connaissance des détails de la prestation.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté 12786 du MEF en date du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36 du CMP ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 78 du CMP sur les procédures de DRP ;</p> <p>Veiller au respect de la circulaire 004 du PM portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions des articles 43 et 44 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 13 du CMP sur les mentions obligatoires ;</p> <p>Bannir la collusion entre fournisseurs et veiller à plus de transparence dans la procédure de DRP ;</p>

	<p>Veiller à la cohérence et à l'harmonisation des informations consignées dans les différents documents de passation des marchés ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

DESCRIPTION	DC 13	DC 14	DC 15
	Acquisition de matériels de perception	Réception publique à l'occasion de la visite du Ministre de l'Aménagement	Acquisition de matériels et appareils de bureau (onduleurs)
Date d'ouverture et d'attribution	20 mars 2012	23 avril 2012	16 avril 2012
Date de réception des travaux	16 avril 2012	25 avril 2012	28 mai 2012
Fournisseurs consultés	05 : Babacar Faye- Soumbar Express Services- SENDIS- SOGENEG- Action 2000	05 : Moustapha Touré- Babacar Faye- GIE Pallène- Marème Kane- Fatou Binetou Diouf	05 : Soumbar Express Services- Maha Distribution SARL- Convergence- Alassane Sall- EGBER
Nombre d'offres reçues	05 : Babacar Faye- Soumbar Express Services- SENDIS- SOGENEG- Action 2000	05 : Moustapha Touré- Babacar Faye- GIE Pallène- Marème Kane- Fatou Binetou Diouf	05 : Soumbar Express Services- Maha Distribution SARL- Convergence- Alassane Sall- EGBER
Attributaires	Babacar Faye	Moustapha Touré	Maha Distribution
Montants en F CFA TTC	500 000	500 000	318 600
Non conformités	<p>Les bordereaux quantitatifs qui ont servi aux soumissionnaires pour établir leurs offres n'ont pas été joints aux dossiers ;</p> <p>Nous notons la récurrence des mêmes entreprises dans tous les marchés de nature différente (travaux, fournitures...) ;</p> <p>Les documents liés au règlement des marchés n'ont pas été joints à la liasse comptable.</p>		

DC 13

Les factures pro forma de SENDIS et SOGENEQ présentent la même adresse (Cité Mamelles lot 63 TF 4407/DG), le même numéro de téléphone (33 860 69 65) et de fax (33 860 69 64). Le numéro de NINEA également est pratiquement le même à une différence près présenté respectivement comme suit : « 2003B-0990 » et « 0990B », il en est de même du numéro du CNCAS aussi.

DC 14

Les factures pro forma proposées par les soumissionnaires sont identiques, le cadre de présentation des offres est le même. De plus, à l'exception de l'offre de Mme Touré Fatou Bintou Diouf, les quatre autres soumissionnaires ont commis la même faute sur le mot « animation » ;

Les numéros de NINEA (40944131R1) et de RC (SN-DKR-2007-A-9396) du soumissionnaire Babacar Faye mentionnés sur sa facture pro forma ont été reproduits sur l'offre du GIE Pallène alors que ses numéros de TC et NINEA avaient déjà été inscrits sur l'entête, ce qui nous conforte dans le fait que ces factures proviennent de la même source ;

Le format des cachets utilisés par les candidats est exactement le même ;

Toutes ces anomalies laissent entrevoir des signes de collusion entre les fournisseurs et constituent une entrave au principe de transparence dans les procédures de DRP.

DC 15

Deux des factures pro forma (Soumbar Express et Convergence) ont été établies en mars 2011 (le 15 et le 22 mars) alors que deux autres (Alassane Sall et EGBER) ont été émises en avril 2012 (15 et 19 avril) alors que l'examen des factures pro forma a eu lieu le 16 avril 2012. Quant à la facture pro forma de l'attributaire Maha Distribution n'a pas été datée ;

La commande des trois onduleurs a été passée le 23 avril 2012 alors qu'ils n'ont été livrés et réceptionnés que le 28 mai 2012, soit 35 jours après.

Recommandations	<p>Bannir la collusion entre fournisseurs et veiller à plus de transparence dans la procédure de DRP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Description	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX				
	DRP ENTRETIEN RESEAU ELECTRIQUE	DRP ENTRETIEN RESEAU ECLAIRAGE PUBLIC	DRP ENTRETIEN MACHINES DE BUREAU	DRP ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES ET APPAREILS DES BUREAUX	DRP ENTRETIEN ET REPARATION DE MATERIELS DE BUREAU (CLIMATISATION)
Date de saisine des fournisseurs	1 ^{er} janvier 2012	05 mars 2012	02 novembre 2012	05 mars 2012	13 septembre 2012
Date limite de dépôt et d'ouvertures des offres	19 janvier 2012	22 mars 2012	19 janvier 2012	22 mars 2012	05 septembre 2012
Délai de préparation des offres	17 jours	16 jours	16 jours	16 jours	21 jours
Date de notification d'attribution	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Date de souscription	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Date d'approbation	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Date de signature du contrat	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Date	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

d'enregistrement					
Délai d'exécution	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Fournisseurs consultés	TECHNIQUE INFORMATIQUE ; SOUMBAR EXPRESS SERVICES ; AZAXHA PRODUITS DIVERS ; MOUSTAPHA TOURE ; E.A.S	R.E.G; E.T.M; E.S.B.M; SENDIS; SOGENEG	SEYDOU SAMAKE; ESPACE GLOBAL; SOUMBAR EXPRESS SERVICES ; GUILOU BUSINESS SERVICES ; MOUSTAPHA TOURE	E.T.M; DIAMA ECHNOLOGY ; ALLIANCE 2000 ; E.A.S ; R.E.G	E.T.M; DIAMA ECHNOLOGY ; ALLIANCE 2000 ; EGLOBTEN ; R.E.G ; CONVERGENCE
Attributaires	AZAXHA PRODUITS DIVERS	E.S.B.M	SEYDOU SAMAKE	RUFISQUOISE ENTREPRISE GENERALE	RUFIQUEOISE ENTREPRISE GENERALE
Montant du marché en F CFA TTC	3 000 000	1 994 200	1 000 000	991 200	1 089 140
Non conformités	<p>DRP ENTRETIEN RESEAU ELECTRIQUE DE LA COMMUNE DE SANGALKAM</p> <p>Nous avons noté une différence sur le montant en lettres (3 000 000 F CFA) et le montant en chiffres (3 014 800 F CFA) inscrits sur la facture de Moustapha Touré. Les offres produites par les soumissionnaires, présentent de nombreuses similitudes sur la présentation, ce qui laisse entrevoir une collusion entre fournisseurs ou un simulacre de marché.</p> <p>DRP ENTRETIEN RESEAU ECLAIRAGE PUBLIC DE LA COMMUNE DE SANGALKAM</p> <p>Les factures présentent des similitudes. S'y ajoute que SENDIS et SOGENEQ ont la même adresse, les mêmes numéros</p>				

	<p>de téléphone et de Registre de Commerce ;</p> <p>Une fiche de dégagement de crédit du 13 décembre 2012 pour des travaux non réalisés est jointe au dossier.</p> <p>DRP ENTRETIEN MACHINES DE BUREAU DE LA COMMUNE DE SANGALKAM</p> <p>Toutes les offres des fournisseurs datent du mois d'avril 2012 à l'exception de celle de la R.E.G qui est non datée, pour des offres qui étaient censées être déposées au plus tard à la date du 22 mars 2012 ;</p> <p>Le chargement de Gaz a été facturé alors que la fourniture de gaz fait naturellement partie de l'entretien des splits. Cette remarque est également valable pour la DRP portant Entretien machines de bureau (climatisation) au profit de la Commune de Sangalkam.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 67-4 relatif à l'élaboration de PV d'ouverture distinct des autres procès verbaux ;</p> <p>Informers les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres conformément aux dispositions de la circulaire 004 du PM ;</p> <p>Veiller à la transparence des procédures de DRP et bannir les collusions ;</p> <p>Se conformer à la circulaire 4 qui stipule que la lettre d'invitation adressée simultanément aux soumissionnaires à consulter doit obligatoirement inclure les noms des candidats consultés (5 au moins) ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>

Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

Description	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX				
	DRP LOCATION D'UN IMMEUBLE	DRP AMENAGEMENT HÔTEL DE VILLE	DRP ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU	DRP ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU	DRP ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU
Date de saisine des fournisseurs	25 octobre 2012	13 septembre 2012	02 janvier 2012	05 mars 2012	02 mai 2012
Date limite de dépôt et d'ouvertures des offres	04 novembre 2012	05 octobre 2012	17 janvier 2012	22 mars 2012	17 mai 2012
Délai de préparation des offres	09 jours	21 jours	14 jours	16 jours	14 jours
Date de notification d'attribution	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Date de souscription	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Date d'approbation	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Date de signature du contrat	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Date d'enregistrement	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Délai d'exécution	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Fournisseurs consultés	GUILLOU BUSINESS SERVICES ;	CONVERGENCE ; FALL NDEYE DOM MBAYE ;	ACTION 2000 ; GUEUREUM FALL ;	EGBER; SOUMBAR EXPRESS	GIE GET COP ; MAMADOU DIOUF

	SENDIS; SOGENEG; AFISSATOU DIAKHATE; MAMADOU DIOP	MOMAR MBENGUE ; GIE SOPE SERIGNE MBAYE SY MANSOUR ; GUEUREUM FALL	GROUPE BAOBAB ; SEYDOU SAMAKE ; SOUMBAR EXPRESS SERVICES	SERVICES ; CONVERGENCE ; ALASSANE SALL ; MAHA DISTRIBUTION	CISSE ; MAMADOU NDIAYE ; SECK ET FRERES ; IBRAHIMA GUEYE
Attributaires	AFISSATOU DIAKHATE	CONVERGENCE	SEYDOU SAMAKE	MAHA DISTRIBUTION	IBRAHIMA GUEYE
Montant du marché en F CFA TTC	590 000	4 999 660	1 500 000	210 040	566 400
Non conformités	<p>DRP LOCATION D'UN IMMEUBLE POUR L'HEBERGEMENT DES ETUDIANTS RESSORTISSANT DE SANGALKAM</p> <p>Les factures pro forma présentent des similitudes. S'y ajoute que SENDIS et SOGENEQ ont la même adresse, les mêmes numéros de téléphone et de Registre de Commerce. Un contrat de deux mois allant du 1^{er} novembre au 31 décembre 2011 est signé à la date du 14 novembre 2011 et enregistré à la DGID le 18 novembre 2011. Ce contrat concerne l'année 2011 et non celle de 2012. Des factures définitives de (novembre et décembre 2011) ; (janvier ; février ; avril ; mai et juin 2012) sont jointes au dossier. Des PV de Réception de services effectués des mois de (novembre et décembre 2011) ; (janvier ; février ; mars ; avril ; mai ; juillet ; août ; septembre et octobre 2012) sont joints au dossier, laissant entrevoir une reconduction tacite du contrat, en violation de l'article 14 du CMP, sur la durée des marchés et la nécessité de remise en concurrence périodique ;</p> <p>DRP AMENAGEMENT DE L'HÔTEL DE VILLE DE LA COMMUNE DE SANGALKAM</p> <p>Les cinq factures pro forma sont identiques, la présentation est exactement la même. De plus, aucune de ces factures n'est datée. Les mots « de » et le « T » du mot tôle (Toiture DE Tole en Alluzing) sont écrits en majuscules et ces fautes de frappe sont répétées sur les factures de Convergence, du GIE Sope Serigne Mbaye Sy Mansour et Momar Mbengue. . De plus, la lettre(R) du mot réfection est écrit en minuscule et « bâche extérieur » est écrit sans « e » sur l'ensemble des cinq factures. Tous ces signes laissent entrevoir une collusion entre ces fournisseurs.</p> <p>DRP ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU AU PROFIT DE LA PAIERIE DE RUFISQUE</p> <p>L'ouverture des plis a eu lieu un jour après la date qui était prévue, en violation de l'article 67.1 du CMP ; les offres</p>				

	<p>produites par les candidats présentent de nombreuses similitudes sur la présentation laissant ainsi entrevoir une collusion entre fournisseurs.</p> <p>DRP ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU AU PROFIT DE LA COMMUNE DE SANGALKAM - DRP ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU AU PROFIT DE LA COMMUNE DE SANGALKAM</p> <p>La lettre de saisine transmise aux candidats short listés ne donne pas d'indications sur l'identité des soumissionnaires auxquels les lettres d'invitation ont été envoyées. Les lettres de saisine et les lettres d'information aux candidats non retenus ne sont pas déchargées pour permettre de contrôler l'effectivité de leur transmission aux candidats ;</p> <p>Les factures de EGBER et ALASSANE SALL présentent des similitudes sur la présentation. S'y ajoute que les offres de ces deux fournisseurs sont les seules à ne pas préciser les montants totaux, hors taxes et TTC, le groupe de mots est collé notamment « Communede Sangalkam » et Sangalkam qui est écrit avec un « c » en lieu et place d'un « k ». Le tableau de comparaison des prix fait état de trois articles par candidat alors que MAHA DISTRIBUTION a proposé un seul article dans sa facture pro forma. La provenance des prix qui sont consignés dans le tableau de comparaison des prix nous est inconnue. La cartouche A 35 HP qui était de 35 000 F sur la facture pro forma a subi une hausse de 5 000 F sur le bon de commande et sur la facture définitive. Les procès verbaux d'ouverture et d'attribution ont été condensés dans un seul document. DRP ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU AU PROFIT DE LA COMMUNE DE SANGALKAM</p> <p>Les offres produites par les soumissionnaires présentent de nombreuses similitudes sur la présentation laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs. Les procès verbaux d'ouverture et d'attribution ont été condensés dans un seul document.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 54.5 du CMP, sur le fractionnement des marchés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 67-1 relatif à l'élaboration de PV d'ouverture distinct des autres procès verbaux ;</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 43 et 44 du CMP relatifs aux conditions à remplir pour prendre part aux</p>

	<p>marchés et aux renseignements et justifications à fournir ;</p> <p>Informers les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres conformément aux dispositions de la circulaire 004 du PM ;</p> <p>Veiller à la transparence des procédures de DRP et bannir les collusions ;</p> <p>Veiller à mentionner toutes les mentions obligatoires dans le contrat conformément aux dispositions de l'article 13 du CMP ;</p> <p>Se conformer à la circulaire 4 qui stipule que la lettre d'invitation adressée simultanément aux soumissionnaires à consulter doit obligatoirement inclure les noms des candidats consultés (5 au moins).</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

Description	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX			
	DRP ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU	DRP FOURNITURES DE BUREAU	DC ACQUISITION DE MATERIELS DE BALAYAGE	DC ACQUISITION DE MATERIELS DE BALAYAGE
Date de saisine des fournisseurs	04 juin 2012	13 septembre 2012	-	-
Date limite de dépôt et d'ouvertures des offres	19 juin 2012	05 octobre 2012	20 Mars 2012	18 Septembre 2012
Délai de préparation des offres	09 jours	21 jours	-	-
Date d'attribution			04 Septembre 2012	18 Septembre 2012
Date de notification d'attribution	Néant	Néant	-	-
Date de souscription	Néant	Néant	-	-
Date d'approbation	Néant	Néant	-	-
Date de signature du contrat	Néant	Néant	-	-
Date d'enregistrement	Néant	Néant	-	-
Délai d'exécution	Néant	Néant	-	-

Fournisseurs consultés	GIE GET COP ; MAMADOU DIOUF CISSE ; MAMADOU NDIAYE ; SECK ET FRERES ; IBRAHIMA GUEYE	ALLIANCE 2000 ; EGLOBTEN ; GUEUREUM FALL ; GIE SOPE SERIGNE MBAYE SY MANSOUR ; CONVERGENCE	Cinq (5) fournisseurs - BABACAR FAYE SOUBAR EXPRESS SERVICES- SENDIS- E.T.M- TECHNOPOINTE	Cinq (5) fournisseurs CONVERGENCE NESPROC SEYNABOU DRAME LA RUFISQUOISE EGLOBTEN
Attributaires	IBRAHIMA GUEYE	CONVERGENCE	BABACAR FAYE	EGLOBTEN
Montant du marché en F CFA TTC	879 690	999 460	500 000	430 100
Non conformités	<p>DRP ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU AU PROFIT DE LA COMMUNE DE SANGALKAM - DRP ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU POUR LE FONCTIONNEMENT DE L'EDUCATION DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES</p> <p>La lettre de saisine transmise aux candidats short listés ne donne pas d'indications sur l'identité des soumissionnaires auxquels les lettres d'invitation ont été envoyées. Les lettres de saisine et les lettres d'information aux candidats non retenus ne sont pas déchargées pour permettre de contrôler l'effectivité de leur transmission aux candidats. Les offres produites présentent de nombreuses similitudes sur la présentation laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs. Les procès verbaux d'ouverture et d'attribution ont été condensés dans un seul document.</p> <p>DRP ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU POUR LE FONCTIONNEMENT DE L'EDUCATION DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES</p> <p>La lettre de notification d'attribution du marché n'a pas été classée dans le dossier. Le procès-verbal de réception des fournitures n'a été dressé qu'à la date du 24 octobre 2012.</p> <p>Plusieurs opérations relatives à des fournitures de bureau, ont été fractionnées, alors que l'AC aurait dû passer un marché à</p>			

	<p>commande, en violation de l'article 54.5 du CMP.</p> <p>DC MATERIELS DE BALAYAGE : BABACAR FAYE — DC MATERIELS DE BALAYAGE : EGLOBTEN —</p> <p>L'unique procès verbal appelé PV de cotation qui fait office de PV d'évaluation et d'attribution, a été signé par le Président de la Délégation Spéciale, en violation de l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés ;</p> <p>La commission d'attribution présidée par le Président de la Délégation Spéciale fait également office de commission de réception. Il s'agit là d'un cumul de fonctions constituant une entorse aux principes de séparation des fonctions ;</p> <p>Les quatre (04) offres des fournisseurs sont similaires dans la présentation. D'une part, les factures de Soumbar Express Services et SENDIS présentent les mêmes fautes commises à « serpières », « balaie » et d'autre part, nous retrouvons des fautes identiques sur les offres de Technopointe et ETM telles que « tête de lou » et « balaie » alors qu'un bordereau quantitatif n'a pas été joint au dossier, pour servir de référence aux candidats dans la présentation de leurs offres. Ces offres ont été produites par la même source, ce qui laisse entrevoir une collusion entre fournisseurs ou un simulacre de marché.</p> <p>DC MATERIELS DE BALAYAGE : EGLOBTEN</p> <p>En dehors du bon de commande et du bordereau de livraison, les justificatifs de règlement ne sont pas classés dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 54.5 du CMP, sur le fractionnement des marchés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 67-4 relatif à l'élaboration de PV d'ouverture distinct des autres procès</p>

	<p>verbaux ;</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 43 et 44 du CMP relatifs aux conditions à remplir pour prendre part aux marchés et aux renseignements et justifications à fournir ;</p> <p>Informers les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres conformément aux dispositions de la circulaire 004 du PM ;</p> <p>Se conformer à la circulaire 4 qui stipule que la lettre d'invitation adressée simultanément aux soumissionnaires à consulter doit obligatoirement inclure les noms des candidats consultés (5 au moins) ;</p> <p>Bannir la collusion entre fournisseurs et veiller à plus de transparence dans la procédure ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

Description	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX				
	DRP N° 1 ACQUISITION DE DENREES ALIMENTAIRES	DRP N° 2 REFECTION DU BLOC SANITAIRE DE L'ECOLE ELEMENTAIRE SANGALKAM 1	DRP N° 3 AMENAGEMENT DU STADE MUNICIPAL DE SANGALKAM	DRP N° 4 ACQUISITION DE MATERIEL MEDICAL	DRP N° 5 LOCATION DE VEHICULES (1 ^{ER} ENGAGEMENT)
Date de saisine des fournisseurs	Le 13 janvier 2012	Le 17 janvier 2012	Le 16 octobre 2012	Le 16 octobre 2012	Le 25 novembre 2011
Date limite de dépôt et d'ouvertures des offres	Le 27 janvier 2012 à 11 heures	Le 31 janvier 2012 à 11 heures	Le 14 novembre 2012	Le 14 novembre 2012	Le 14 décembre 2011 à 11 heures
Délai de préparation des offres	13 jours	13 jours	26 jours	26 jours	18 jours
Date d'évaluation et d'attribution	Le 27 janvier 2012	Le 31 janvier 2012	Le 14 novembre 2012	Le 14 novembre 2012	Le 14 décembre 2011
Date de notification d'attribution	-	-	-	-	-
Date de souscription	-	-	-	-	-
Date d'approbation	-	-	-	-	-
Date de signature du contrat	-	-	Le 15 novembre 2012	-	Le 02 janvier 2012

Date d'enregistrement	-	-	Le 27 novembre 2012	-	Le 01 mars 2012
Délai d'exécution	-	-	30 jours	-	-
Fournisseurs consultés	BUSINESS AMENAGEMENT SERVICES, SOUMBAR EXPRESS SERVICES, TECHNOPOINTE, MOUTAPHA TOURE, ESPACE GLOBAL	SOGENEQ, SENDIS,, SOUMBA EXPRESS SERVICES, GROUPE BAOBAB, LE GUETH.	CONVERGENCE, GIE SPE SERIGNE MBAYE SY MANSOUR, SENDIS, MENU-BAT, E.B.T.H.A.R.	GIE SOPE SERIGNE MBAYE SY MANSOUR, MULTISERVICES, CONVERGENCE, SENDIS, KHAIRA ENTREPRISE.	GROUPE BAOBAB, SOGENEQ, M.K LOCATION DE VOITURE, SENDIS, E.T.M
Nombres d'offres reçues :	Cinq offres ont été reçues : BUSINESS AMENAGEMENT SERVICES, SOUMBAR EXPRESS SERVICES, TECHNOPOINTE, MOUTAPHA TOURE, ESPACE GLOBAL	Cinq offres ont été reçues : SOGENEQ SUARL, SENDIS, SOUMBAR EXPRESS SERVICES, GROUPE BAOBAB, LE GUETH	Cinq offres ont été reçues : CONVERGENCE, GIE SPE SERIGNE MBAYE SY MANSOUR, SENDIS, MENU-BAT, E.B.T.H.A.R	Cinq offres ont été reçues : GIE SOPE SERIGNE MBAYE SY MANSOUR, MULTISERVICES, CONVERGENCE, SENDIS, KHAIRA ENTREPRISE	Cinq offres ont été reçues : GROUPE BAOBAB, SOGENEQ M.K LOCATION DE VOITURE, SENDIS, E.T.M
Attributaires	MOUSTAPHA TOURE	LE GUETH	CONVERGENCE	G.IE SOPE SERIGNE MBAYE SY MANSOUR	M.K LOCATION DE VOITURE
Montant du marché en F CFA TTC	2 500 000	1 999 982	7 099 942	1 000 000	25 000 F CFA HT par jour
Non conformités	DRP N° 1 - DRP N° 2 - DRP N° 3 - DRP N° 4 et DRP N° 5 La Commission des Marchés de la Commune qui a statué pour les marchés passés par DRP est présidée par les				

	<p>Présidents de la Délégation Spéciale successifs ; cette composition n'est pas conforme à l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés puisque le Maire ne peut être le Président de la Commission des Marchés car l'arrêté dispose que outre le Président, la Commission des Marchés comprend le Directeur Administratif et Financier ou son représentant, le Responsable des Services Techniques ou son représentant, le Responsable chargé des Approvisionnements ou son représentant. En outre, l'autorité chargée de valider les décisions de ladite commission ne peut pas en être le président ;</p> <p>Les lettres d'invitation à soumissionner, envoyées le 13 janvier 2012, ne mentionnent pas le nom des autres candidats invités à participer à la consultation. Il s'agit d'une instruction de la circulaire N° 004 du Premier Ministre relative aux modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP à laquelle il convient de se conformer ;</p> <p>Les lettres à adresser aux soumissionnaires non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ne figurent pas dans le dossier qui nous a été transmis, en violation de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire n°004. Nous rappelons que cette information est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes à ses destinataires contre la procédure ;</p> <p>Le terme « dépouillement » utilisé, n'est pas conforme à l'article 4 CMP ;</p> <p>Un PV dit « DEPOUILLEMENT » a été établi qui résume toutes les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution. Une bonne pratique serait d'établir des PV distincts ;</p> <p>Les pièces relatives au règlement des marchés n'ont pas été jointes au dossier.</p> <p>DRP N° 1 ACQUISITION DE DENREES ALIMENTAIRES</p> <p>Les invitations ont été envoyées le 13 janvier 2012 mais, seule l'offre de l'attributaire date du 15 janvier et toutes les autres offres sont datées du 10 janvier 2012 donc antérieures à la date de consultation des fournisseurs, comme s'il s'agissait d'une régularisation, en violation de l'article 44 du COA ;</p>
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>L'ouverture des plis a eu lieu le 18 janvier 2012 mais le procès-verbal a été dressé le 27 janvier 2012, en violation des dispositions de l'article 67.1 du CMP ;</p> <p>Le bon de commande a été établi le 15 novembre 2011 avant la notification du marché datée du 1^{er} décembre 2011, il s'agit certainement d'une régularisation en violation de l'article 44 du COA ;</p> <p>L'attestation et le justificatif de reversement du précompte TVA n'ont pas été versés au dossier</p> <p>DRP N° 2 REFECTION DU BLOC SANITAIRE DE L'ECOLE ELEMENTAIRE SANGALKAM 1</p> <p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater de nombreux signes de collusion entre les fournisseurs SOGENEQ et SENDIS qui partagent la même adresse. Les mêmes erreurs sont retrouvées aux mêmes endroits sur les factures pro forma présentées par quatre fournisseurs notamment SOGENEQ, SENDIS, SOUMBAR EXPRESS SERVICES, GROUPE BAOBAB. Outre les signes de collusion entre fournisseurs, d'autres indices identifiés dans les documents de l'Autorité Contractante montrent que la simulation pourrait être le fait du personnel même de la Commune.</p> <p>DRP N° 3 AMENAGEMENT DU STADE MUNICIPAL DE SANGALKAM</p> <p>Le contrat ne mentionne pas la clause relative aux pénalités de retard, en violation de l'article 13.7 du CMP.</p> <p>DRP N° 4 ACQUISITION DE MATERIELS MEDICAUX</p> <p>La commission qui a siégé à l'ouverture et à l'attribution est la même que la commission de réception.</p> <p>L'examen de l'offre du soumissionnaire MULTISERVICES a permis de constater, qu'aucune indication relative à l'existence légale notamment l'immatriculation au Registre du Commerce et aux taxes indirectes n'est indiquée en violation des dispositions des articles 43 et 44 du CMP relatives aux conditions d'accès à la commande publique.</p>
Recommandations	Se conformer à l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application

	<p>des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions des articles 4, 43 et 44, 67-1 du CMP et 44 du COA.</p> <p>Se conformer à l'article 13.7 du CMP, sur la mention de la clause de pénalités de retard dans le contrat ;</p> <p>Se conformer à la Circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP et à l'article 78.2 du CMP.</p> <p>Veiller à établir des procès verbaux distincts pour chaque étape de la procédure.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

Description	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX				
	DRP N° 6 LOCATION DE VEHICULES (2 ^{ème} ENGAGEMENT)	DRP N° 7 ACQUISITION D'EQUIPEMENTS SOCIAUX	DRP N° 8 CONSTRUCTION DU FOYER DES JEUNES	DRP N° 9 IMPRIMES ET REGISTRE (1 ^{er} ENGAGEMENT)	DRP N° 10 IMPRIMES ET REGISTRE (2 ^{ème} ENGAGEMENT)
Date de saisine des fournisseurs	Le 05 mars 2012	Le 17 janvier 2012	Le 16 octobre 2012	Le 02 janvier 2012	Le 02 janvier 2012
Date limite de dépôt et d'ouvertures des offres	Le 22 mars 2012 à 11 heures	Le 31 janvier 2012 à 11 heures	Le 14 novembre 2012	Le 17 janvier 2012	Le 17 janvier 2012
Délai de préparation des offres	16 jours	13 jours	26 jours	15 jours	15 jours
Date d'évaluation et d'attribution	Le 22 mars 2012	Le 31 janvier 2012	Le 14 novembre 2012	Le 18 janvier 2012	Le 18 janvier 2012
Date de notification d'attribution	-	-	-	-	-
Date de souscription	-	-	-	-	-
Date d'approbation	-	-	-	-	-
Date de signature du contrat	-	-	Le 15 novembre 2012	-	-
Date	-	-	Le 27 novembre 2012	-	-

d'enregistrement					
Délai d'exécution	-	-	30 jours	-	-
Attributaires	UPAMA ASSAINISSEMENT	LE GUETH	G.I.E SOPE SERIGNE SY MANSOUR	MOUSTAPHA TOURE	MOUSTAPHA TOURE
Montant du marché en F CFA TTC	1 180 000	4 999 896	14 899 960	2 950 000	1 000 000
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner, envoyées le 13 janvier 2012, ne mentionnent pas le nom des autres candidats invités à participer à la consultation. Il s'agit d'une instruction de la circulaire N° 004 du Premier Ministre relative aux modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP à laquelle il convient de se conformer ;</p> <p>Les lettres à adresser aux soumissionnaires non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ne figurent pas dans le dossier qui nous a été transmis, en violation de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire n°004. Nous rappelons que cette information est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes à ses destinataires contre la procédure ;</p> <p>Le terme « dépouillement » utilisé, n'est pas conforme à l'article 4 du CMP.</p> <p>Un PV dit « DEPOUILLEMENT » a été établi et résume toutes les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution. Une bonne pratique serait d'établir des PV distincts ;</p> <p>DRP N° 6</p> <p>L'examen des offres de GARAGE P.FALL, CAYOR VIDANGE, SETRA BTP ET ETS TALLA GUEYE ont permis de constater, qu'aucune indication relative à l'existence légale notamment l'immatriculation au Registre du Commerce et aux taxes indirectes n'est indiqué en violation des dispositions des articles 43 et 44 du CMP relatives aux conditions</p>				

	<p>d'accès à la commande publique.</p> <p>DRP N° 7</p> <p>Le contrat ne mentionne pas la clause de pénalités de retard en violation des dispositions de l'article 13.7 du CMP.</p> <p>S'y ajoute, qu'à la lecture du contrat à l'article 3 relatif au montant du contrat, une erreur a été notée entre le montant inscrit en lettres et le montant en chiffres.</p> <p>DRP N° 9 & 10</p> <p>L'ouverture des offres s'est déroulée le 18 janvier 2012 soit le lendemain du dépôt des offres le 17 janvier 2012, ce qui est une violation des dispositions de l'article 67.1 du CMP.</p> <p>L'offre de Mr MOUSTAPHA TOURE, qui se trouve être l'attributaire du marché, ne devait pas être étudiée car l'offre présentée porte une date du 24 janvier 2012, cette date est postérieure à la date d'ouverture des plis</p> <p>Le bon de commande N° 11 porte la date du 24 janvier 2011, il s'agit certainement d'une erreur car l'entête porte sur janvier 2012 pour la DRP n° 9 portant sur les imprimés et registres (1^{er} engagement). Il en est de même sur le 2^{ème} engagement de la même DRP avec le bon de commande N° 10.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions des articles 4, 43 et 44 et 67-1 du CMP.</p> <p>Se conformer à l'article 13.7 du CMP, sur la mention de la clause de pénalités de retard dans le contrat ;</p> <p>Se conformer à la Circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP et à l'article 78.2 du CMP.</p>

	<p>Veiller à établir des procès verbaux distincts pour chaque étape de la procédure.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

Description	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX		
	DRP N° 11 PRODUITS D'ENTRETIEN (1 ^{er} ENGAGEMENT)	DRP N°12 PRODUITS D'ENTRETIEN (2 ^{ème} ENGAGEMENT)	DRP N°13 PRODUITS D'ENTRETIEN (3 ^{ème} ENGAGEMENT)
Date de saisine des fournisseurs	Le 02 janvier 2012	Le 13 janvier 2012	Le 15 mars 2012
Date limite de dépôt et d'ouvertures des offres	Le 17 janvier 2012 à 11 heures	Le 27 janvier 2012 à 11 heures	Le 05 avril 2012
Délai de préparation des offres	15 jours	13 jours	20 jours
Date d'évaluation et d'attribution	Le 18 janvier 2012	Le 27 janvier 2012	Le 05 avril 2012
Date de notification d'attribution	-	-	-
Date de souscription	-	-	-
Date d'approbation	-	-	-
Date de signature du contrat	-	-	-
Date d'enregistrement	-	-	-
Délai d'exécution	-	-	-

Attributaires	Fatou Bintou Diouf	Complexe Aicha	GIE PALLENE
Montants en F CFA TTC	2 925 000	1 500 000	1 100 000
Non conformités	<p>Les lettres d’invitation à soumissionner ne mentionnent pas le nom des autres candidats invités à participer à la consultation. Il s’agit d’une instruction de la circulaire N° 004 du Premier Ministre relative aux modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP à laquelle il convient de se conformer ;</p> <p>Les lettres à adresser aux soumissionnaires non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ne figurent pas dans le dossier qui nous a été transmis ce qui est une violation de l’article 78.2 du CMP et de la circulaire n°004. Nous rappelons que cette information est une formalité essentielle de l’achèvement de la procédure tant en vertu du principe de transparence qu’au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes à ses destinataires contre la procédure ;</p> <p>Le terme « dépouillement » utilisé, n’est pas conforme à l’article 4 du CMP ;</p> <p>Un PV dit « DEPOUILLEMENT » a été établi qui résume toutes les opérations d’ouverture, d’évaluation et d’attribution. Une bonne pratique serait d’établir des PV distincts ;</p> <p>DRP N° 11</p> <p>L’examen des offres a permis de constater une différence sur les propositions des fournisseurs. En effet, les fournisseurs GUILOU BUSINESS SERVICES et SOUMBAR EXPRESS SERVICES ont proposé des « SERPIERE » alors que les fournisseurs FATOU BINETA DIOUF, ESPACE GLOBAL et B.A.S ont proposé à la place des « LAVE VITRE ». Les mêmes erreurs et fautes sont retrouvées aux mêmes endroits sur les factures pro forma présentées par ces fournisseurs.</p> <p>L’ouverture des plis s’est faite le 18 janvier 2012 soit le lendemain du dépôt des offres le 17 janvier 2012, ce qui est une violation des dispositions de l’article 67.1 du CMP.</p>		

	<p>DRP N° 12</p> <p>L'offre du fournisseur GUILOU BUSINESS SERVICES ne mentionne pas les quantités. Seuls les prix unitaires figurent dans le devis.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à la Circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP et à l'article 78.2 du CMP.</p> <p>Veiller au respect des dispositions des articles 4 et 67-1 du CMP.</p> <p>Veiller à établir des procès verbaux distincts pour chaque étape de la procédure.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE



(Conseil, Audit, Expertise, Qualité)

Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 2 juin 2014

**A Monsieur le Président
de la Communauté Rurale
de Sangalkam
(CRS)**

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2012

Monsieur le Président,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Nous vous saurions gré de bien nous faire parvenir vos commentaires et observations dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous pourriez souhaiter obtenir sur le contenu de ce projet de rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Président**, l'expression de notre parfaite considération.

Reçu le 12/05/2014




Ibra Guèye
Directeur Associé

Business System Consulting Group
Boite de Documents
41 72 - Fatick
3 - Dakar
E-mail : bsc@arc.sn

PAS REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE